



Note du CREOGN

Centre de Recherche de l'École des Officiers de la Gendarmerie Nationale

La problématique des méthodes policières aux États-Unis

Les méthodes de la police américaine ont récemment fait l'objet de polémiques à la suite de la médiatisation - notamment via des vidéos amateur - de nombreuses violences commises par des policiers.

Cette vague d'indignation a débuté en août 2014 dans la ville de Ferguson dans le Missouri lorsqu'un policier a abattu de six balles Michael Brown, un jeune Afro-Américain de 18 ans non armé. Dans cette affaire, les témoignages ont été particulièrement divergents et malgré de sérieux doutes sur la version apportée par l'agent de police, le jury a décidé de ne pas poursuivre ce dernier. Cette décision a entraîné des émeutes particulièrement violentes.

L'affaire Michael Brown et ses suites ont permis de mettre au jour de nombreux dysfonctionnements relatifs au maintien de l'ordre public aux États-Unis : racisme, violence disproportionnée, militarisation excessive, absence caractérisée de méthodes de désescalade et enfin un contrôle quasi inexistant couplé à l'absence de sanctions pour les fautifs.

Les polices des États-Unis:

Évoquer « les polices » et non « la police » semble plus adéquat pour désigner les forces de l'ordre américaines car la situation est extrêmement différente de celle des pays européens. Aux États-Unis, la fonction de police se caractérise par sa décentralisation et sa fragmentation. Il existe en effet environ 18 000 services de police employant 800 000 agents assermentés. Ces services sont classés en quatre échelons :

- Le premier, le niveau local, représente la majeure partie des services de police. Il s'agit des polices des villes ou municipalités. Presque chaque ville américaine dispose de son propre service de police, plus ou moins important selon la population et la superficie. Ces services sont dirigés par un chef de la police nommé par le maire ou par les conseillers municipaux.

- Le deuxième niveau, celui des comtés, est connu sous le nom de *county police* ou encore *sheriff*. Les États sont divisés en plusieurs comtés et chacun d'entre eux dispose de son *sheriff*. Celui-ci est élu et responsable de la sécurité des centres pénitentiaires ainsi que des tribunaux locaux. Cependant, le *sheriff* exerce aussi des compétences de police locale dans les zones rurales et les petites villes ne disposant pas de police municipale.

- Le troisième niveau, celui des États. Chaque État américain a sa propre force de police. Ces polices portent le nom de *state police*, *state troopers*, *Texas ranger* au Texas ou encore *California highway patrol* en Californie. Le chef de la police d'État est désigné par le gouverneur et les compétences de ses agents concernent la police des routes essentiellement, mais aussi plus rarement la police locale de petites villes n'ayant pas de police municipale. Elle est enfin compétente pour les enquêtes qui relèvent de plusieurs juridictions d'un même État.

- Le quatrième est le niveau fédéral. Les agences relèvent des ministères du gouvernement fédéral et sont compétentes pour les infractions aux lois fédérales, celles qui mettent en péril les institutions fédérales ou encore les infractions ayant une dimension inter-étatique. La compétence générale est donnée au FBI (*federal bureau of investigations*) mais selon la nature de l'infraction une agence plus spécialisée peut être saisie. Celles-ci sont très nombreuses. On peut citer entre autres la *DEA* (*drug enforcement administration*), chargée de réprimer le trafic de drogues, le *BATF* (*bureau of alcohol, tobacco and firearms*), chargé de faire appliquer les lois sur l'alcool, le tabac et les armes (notamment les trafics), les *US Marshalls*, chargés de la protection des tribunaux fédéraux, du transport de prisonniers ou la recherche de fugitifs, le *secret service*, chargé de la protection du président et de la répression de la fausse monnaie, ou encore le *federal air marshal service* qui place à bord des avions des agents chargés de contrer les éventuelles tentatives de détournement.

À noter qu'il existe aussi des services de police très spécialisés chargés de protéger des lieux précis, comme par exemple la police de l'aéroport de Los Angeles ou encore le *PAPD* (*port authority police department*), service de police inter-étatique chargé de la protection des aéroports, ports, tunnels et ponts de l'État de New York et du New

Jersey ou enfin la police du Capitole qui protège à la fois le lieu mais aussi les parlementaires américains.

En plus des forces publiques, il faut ajouter la sécurité privée, très présente sur le territoire américain. Les agents de sécurité peuvent être des professionnels, souvent armés, disposant de pouvoirs plus ou moins étendus en fonction de la législation et portant des uniformes proches de ceux de la police. Ce sont aussi de simples citoyens « volontaires » qui se sont vu confier certains pouvoirs afin d'assurer la sécurité de certains lieux sensibles. Un exemple médiatisé est celui de Joe Arpiao dans le comté du Maricopa en Arizona. Celui-ci, autoproclamé « *sheriff* le plus dur de l'Amérique » et connu pour son régime carcéral très contraignant et sa répression sans pitié de l'immigration clandestine, a engagé des citoyens constitués en véritables milices privées chargées de protéger les écoles du comté mais aussi d'assister les policiers dans la gestion du trafic routier ou encore la protection des transports de prisonniers. Ces « miliciens » disposent de certains pouvoirs de police (arrestation...). Ils sont armés et tenus de suivre une formation d'une centaine d'heures, essentiellement axée sur le maniement des armes. De plus, en cas de problème, ils disposent d'une assurance du bureau du *sheriff*, le comté prenant à sa charge les éventuels dommages et intérêts¹.

Une police violente et raciste? :

Il n'existe pas encore, à ce jour, de statistiques officielles sur les violences commises par les policiers, les services de police n'étant pas tenus de comptabiliser le nombre de personnes tuées ou blessées par leurs agents. Le seul chiffre connu est celui fourni par le FBI, selon lequel il y a eu 461 homicides « justifiés » commis par la police en 2013. Le nombre d'homicides commis par les forces de l'ordre serait en réalité beaucoup plus important. C'est pourquoi, depuis peu, le journal britannique *the Guardian* a mis en place une plateforme (mise à jour toutes les 24h) sur Internet² sur laquelle sont recensées toutes les personnes tuées par la police depuis le 1^{er} janvier 2015, en se basant sur les articles des médias locaux, enquêtes et témoignages, et en précisant, lorsque c'est possible, la couleur de la victime, si elle était armée ou non et comment elle a été tuée. Ne sont pas comptabilisées les personnes tuées « par leur propre faute » lors d'interventions policières (par exemple un suspect qui a un accident de voiture et meurt alors qu'il fuyait). Le 10 juillet 2015, le compteur annonce 588 personnes (dont 11 mineurs) . À l'inverse, chaque année, de 50 000 à 60 000 policiers sont agressés et une cinquantaine sont tués. En 2014, 51 agents ont été tués par des délinquants (46 par arme à feu, 4 renversés ou écrasés volontairement par des véhicules, et 1 tué à mains nues).

La brutalité de la police américaine n'est pas un phénomène nouveau. Depuis longtemps déjà, celle-ci est connue pour ses méthodes dures et son usage parfois facile et excessif de la violence. La première affaire vraiment médiatisée a été celle du passage à tabac en 1991 de Rodney King, jeune Afro-Américain. Des émeutes particulièrement violentes avaient suivi l'acquiescement des policiers mis en cause. L'affaire a ouvert les yeux du public sur le comportement très violent et raciste d'une partie de la police. Cette prise de conscience a pris de l'ampleur depuis 2014 avec la diffusion de nombreuses vidéos amateurs montrant des policiers violenter, voire tuer injustement des personnes, noires dans presque tous les cas. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : sur les 588 victimes recensées par *the Guardian*, 160 sont noires, ce qui représente 3,83 tués pour un million de Noirs contre 1,48 pour les Blancs. De même, près de 40% des interventions du SWAT³ pour des mandats de perquisition se font chez des personnes noires, selon l'ACLU⁴. Le 4 mars 2015, le département de la justice (DOJ) a rendu un rapport⁵ après les événements de Ferguson et a pointé du doigt le racisme des forces de police locales : échanges de mails explicites entre policiers, communauté noire victime de violences, arrestations abusives, contrôles intempestifs... Dire que le racisme est présent dans tous les services de police américains serait bien sûr réducteur. Les nombreux faits de violences commis par la police cette dernière décennie à l'égard de la population afro-américaine (y compris lorsque les policiers sont eux-mêmes Noirs) posent cependant question⁶.

Un contexte propre aux États-Unis:

Les attitudes discriminatoires de certains policiers ne sont cependant pas le seul problème. L'usage disproportionné de la violence constitue un autre sujet d'étonnement. Trop souvent, les policiers américains

1 http://www.lepoint.fr/monde/etats-unis-en-arizona-des-miliciens-armes-surveillent-les-ecoles-09-01-2013-1611275_24.php

2 <http://www.theguardian.com/us-news/ng-interactive/2015/jun/01/the-counted-police-killings-us-database>
<https://twitter.com/thecounted>

3 Special weapons and tactics, unités d'élites de la police équivalentes au GIPN, RAID, GIGN...

4 American civil liberties union , organisation indépendante de défense des droits de l'Homme aux États-Unis

5 http://www.justice.gov/sites/default/files/opa/press-releases/attachments/2015/03/04/ferguson_police_department_report.pdf

6

http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/visuel/2014/08/21/ferguson-produit-d-une-longue-histoire-de-brutalites-policieres_4474169_4355770.html ,

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20150119.OBS0269/la-police-de-miami-s-entraîne-au-tir-sur-des-photos-de-noirs.html>

semblent faire usage de leur arme prématurément, ne laissant aucune place à la négociation.

Pour tenter de comprendre cette violence policière dans un pays qui se veut celui d'une grande liberté, il faut s'attarder sur le droit encadrant l'usage de la violence et la formation des policiers. Il n'existe pas aux États-Unis de code de déontologie ou de procédure à l'échelle nationale, comme en France par exemple. En effet, chaque État américain, ou même parfois les municipalités, dispose de ses propres lois relatives à l'ouverture du feu et à l'usage de la force par la police. Deux cas d'autorisation de la force létale se retrouvent cependant à peu près partout : un policier peut utiliser son arme à feu si lui-même ou une autre personne est en danger imminent de mort ou de blessures graves, ou dans le cas d'un suspect qui fuit, si celui-ci a commis une infraction grave et présente, s'il n'est pas interpellé, un danger imminent de mort ou de blessures graves à autrui. Certaines villes ou comtés ont pu apporter des précisions et interdisent de tirer des coups d'avertissement, de tirer sur un véhicule en mouvement ou encore permettent de tuer tout suicidaire présentant un danger pour la police. Dans d'autres États, il est parfois possible pour le policier d'utiliser « tout moyen » pour arrêter un suspect qui fuit ou résiste.

L'usage de la force en général est régi par des textes de portée locale. En effet, chaque service établit une sorte d'échelle d'usage de la force appelée *continuum use of force*. Il s'agit d'un usage de la force gradué, allant de la simple réprimande verbale, passant par la force à « main nue », l'usage d'armes non létales et allant jusqu'à l'usage de la force létale. Le passage d'une étape à une autre est néanmoins laissé à l'entière discrétion du policier. Il peut, s'il le juge nécessaire, sauter les étapes pour en arriver à l'usage de son arme. Il est également seul juge du danger imminent et court peu de risques d'être mis en cause en cas d'erreur d'appréciation. En effet, il n'y a pas de réel service d'inspection de la police aux États-Unis, chaque force de police a la faculté d'en créer un mais il est très rare que des policiers incriminent leurs propres collègues. Dans le pire des cas, beaucoup estiment que « mieux vaut être jugé par 12 jurés que porté par 6 croques-morts ». Et encore les jurys sont-ils souvent compréhensifs envers les policiers, qui sont rarement condamnés. Entre 2005 et 2015, seuls 54 policiers ont été poursuivis devant la justice pour meurtre. 23 ont été acquittés, 2 ont eu des peines inférieures à un an, 10 ont eu des peines allant de un à dix ans et 19 sont encore en attente de jugement⁷.

Les méthodes policières américaines peuvent s'expliquer aussi par la formation des policiers. Celle-ci est d'une durée moyenne de 15 semaines. Dès l'entrée en école, le concept d'auto-protection est présenté comme un dogme. On apprend aux futurs policiers que chaque individu, chaque personne est une menace potentielle. Dans certaines écoles, les formateurs diffusent des vidéos montrant des policiers se faisant agresser ou tuer car ils ont commis une erreur. Le policier américain est entraîné à anticiper l'éventuelle violence du suspect, ce qui conduit à de nombreuses erreurs et beaucoup de personnes sont abattues alors que celles-ci n'étaient même pas armées. Selon *the Guardian*, depuis le 1^{er} janvier 2015, 57 suspects non armés ont été abattus par balle (86 autres portaient des armes blanches).

Les policiers reçoivent par ailleurs une formation paramilitaire pendant laquelle ils sont entraînés presque exclusivement à l'usage des armes. Ils cultivent un état d'esprit agressif et belliqueux, selon les propos du journaliste Radley Balko⁸. Pour autant, si la police est entraînée à être paranoïaque et manque de formation à la maîtrise du stress, il convient de rappeler que 300 millions d'armes sont en circulation aux États-Unis, qu'elles ne font l'objet de presque aucun contrôle et causent plus de 10 000 homicides par an. Cette paranoïa est renforcée par le fait que les policiers patrouillent souvent seuls. Beaucoup d'entre eux n'ont pas honte d'affirmer que le port d'arme aux États-Unis est un poison qui augmente le sentiment de peur. Parallèlement à cette formation paramilitaire, le « programme 1033 » permet au Pentagone, depuis 1997, de revendre à prix cassé, voire d'offrir ses surplus d'équipements militaires aux services de police qui en feraient la demande. Depuis sa création, 5,1 milliards de dollars d'équipements militaires ont été transférés à la police. Il n'est donc pas rare de voir des services de police détenir des matériels militaires tels des fusils d'assaut et mitrailleuses lourdes ou encore des blindés notamment chenillés repeints aux couleurs de la police... Beaucoup d'images prises lors des émeutes de Ferguson montrent les policiers avec des blindés, en tenue de combat, équipés de fusils d'assauts et de casques lourds alors qu'il s'agit de maintien de l'ordre. Des militaires se sont même indignés sur Twitter que certains services de police soient mieux équipés qu'eux-mêmes lorsqu'ils étaient en opération extérieure. Cette sur-militarisation des moyens de la police donne l'impression aux populations de faire face à une « force d'occupation »⁹. Le même sentiment se retrouve également à travers les interventions des SWAT américains. Ces unités d'élite, créées dans les années 1960 pour faire face aux interventions les plus risquées, sont présentes dans 85% des villes d'au moins 25 000 habitants et réalisent plus de 50 000 interventions par an (contre 3000 en 1980). 7% de ces interventions concernent des forcenés ou des prises d'otages alors que 79% visent à appliquer des mandats de perquisition. L'utilisation des unités d'élites pour des simples perquisitions est

7 http://www.liberation.fr/monde/2015/04/13/aux-etats-unis-les-policiers-rarement-condamnes-pour-meurtre_1240181

8 Radley Balko est un journaliste et écrivain spécialiste de la justice criminelle et de la police américaine

9 Expression utilisée par Barack Obama, discours de Camden 18 mai 2015

vivement critiquée par l'ACLU¹⁰, la police ne prenant pas la peine de se renseigner sur les occupants du domicile afin de savoir s'il y a un risque réel que les personnes soient armées et surtout s'il y a des personnes fragiles, comme des enfants. Plusieurs accidents graves ont eu lieu ces dernières années par l'utilisation de *flashbangs*¹¹. En 2011, une personne est décédée car la détonation de la grenade a provoqué un incendie, tandis qu'en 2014 une grenade a atterri dans le landau d'un bébé de 19 mois qui a été brûlé au 3^{ème} degré. Ces méthodes d'intervention impressionnantes sont un héritage de la guerre contre la drogue des années 1970, pendant laquelle la police a dû faire face à des groupes armés très déterminés n'hésitant pas à faire usage d'armes de guerre contre les forces de l'ordre.

Les États-Unis sont aussi un pays dans lequel le nombre de décès liés aux armes non létales semble particulièrement élevé. Outre les *flashbangs*, on constate un nombre non négligeable de décès liés à l'usage du Taser. Depuis son entrée en service en 2001, le fabricant affirme qu'il est lié au décès de 60 personnes, alors qu'Amnesty international estime le nombre à 500 morts. Encore une fois, il n'y a aucun chiffre venant des autorités fédérales. Le journal *the Guardian*, sur sa plateforme *the counted*, avance le chiffre de 32 morts liés au Taser (dont 29 ne portaient pas d'armes) aux États-Unis depuis le 1^{er} janvier 2015. Le département de la justice établit dans un rapport de mai 2011¹² qu'il y a parfois un sérieux manque de formation des policiers américains sur l'utilisation de cette arme. Ceux-ci ont tendance à en faire un usage abusif et à en oublier la dangerosité potentielle en cas d'utilisation non conforme. On constate également que certains policiers ont tendance à utiliser les Taser, diffuseurs lacrymogènes et autres matraques dans un but punitif ou pour calmer un suspect agité alors que celui-ci est déjà maîtrisé. Le rapport préconise une meilleure formation des policiers, notamment quant à l'évaluation de la dangerosité du Taser en fonction de la corpulence du suspect, de son âge, de sa fragilité apparente, du lieu etc. Il s'agit de minimiser les risques et d'enseigner aux policiers que ces armes, bien que non létales en principe, doivent n'être utilisées qu'en cas de stricte nécessité.

Les solutions futures :

À la suite des différents rapports du département de la justice et des organisations comme l'ACLU, experts et politiques s'accordent pour dire qu'il est nécessaire d'opérer un changement dans les méthodes policières aux États-Unis. Celui-ci passerait d'abord par une modification de la formation des policiers, en introduisant des techniques de maîtrise du stress mais surtout de désescalade. Il s'agit d'apprendre aux agents à se défendre et à faire respecter la loi en utilisant le moins possible la force, surtout létale. La municipalité de Cleveland a ainsi publié un code de conduite pour sa police, engagé des nouvelles formations pour les policiers, mis en place un service d'enquêtes internes dirigé par un civil et décidé que chaque usage d'armes à feu sera comptabilisé et fera l'objet d'une enquête. Par ailleurs, le Président Obama a promis d'annuler le programme « 1033 », afin d'interdire certains équipements militaires à la police. Plusieurs rapports ont également été rendus récemment, proposant des réformes afin de corriger les dysfonctionnements de la police¹³.

Un programme visant à utiliser des caméras piétons sur chaque policier a été lancé dans certaines villes. Selon les statistiques avancées par les polices locales, cela a conduit à diminuer l'usage de la force de la part des policiers ainsi que l'agressivité des délinquants qui se savent filmés. De plus, l'usage de ce type de caméras permet de faciliter l'enquête en cas d'altercation entre policiers et civils. Il pourrait s'étendre à l'échelle nationale dans les prochaines années, selon le Président qui a proposé d'investir 75 millions de dollars afin de doter tous les services de police américains de cette technologie.

10 Rapport de l'ACLU « war comes home » <https://www.aclu.org/feature/war-comes-home>.

11 Grenade non létale qui, lors de sa détonation, produit un flash lumineux et un bruit très puissants afin de désorienter les occupants.

12 <https://www.ncjrs.gov/pdffiles1/nij/232215.pdf>

13 https://www.whitehouse.gov/sites/default/files/docs/le_equipment_wg_final_report_final.pdf,
http://www.cops.usdoj.gov/pdf/taskforce/TaskForce_FinalReport.pdf